

Economie | Commerçants et restaurateurs ouvrent...leur amertume et leur angoisse à Bayonne



Ils avaient averti qu'ils envisageaient une manifestation devant la sous-préfecture de Bayonne pour dénoncer la "ségrégation" dont ils s'estiment l'objet, mais aussi pour mettre la pression sur l'Etat afin que le premier Ministre Jean Castex reconsidère cette fermeture dès le 12 novembre. Commerçants de la Côte et de l'intérieur s'étaient donc rassemblés en nombre devant la sous-préfecture, soutenus par la CCI de Bayonne-Pays basque. Avant que le sous-préfet Hervé Jonathan ne reçoive la délégation de cinq d'entre eux.

En début d'après-midi, quelque 600 commerçants et restaurateurs se sont rassemblés devant la sous-préfecture de Bayonne pour réclamer la réouverture des commerces et restaurants du Pays basque afin de dénoncer la ségrégation dont ils s'estiment victimes. Notamment par "l'appellation" par le gouvernement lors de ce deuxième confinement, de commerces non essentiels. Ce rassemblement était une réponse à l'appel de la Fédération des Unions commerciales et associations de commerçants. Comme on pouvait le lire sur une banderole noire était inscrit en français et en euskara "Tous les commerces ouverts" , "Denda Guziak Idekiak". Derrière celle-ci et au pied des grilles de la sous-préfecture avaient pris place trois de leurs représentants qui ont exprimé leurs inquiétudes:

"On demande au gouvernement : laissez-nous travailler. Laissez-nous ouvrir nos boutiques. On demande à Jean Castex de revoir [sa] copie. Si on ne fait pas Noël, on va déposer le bilan. On ne veut pas des subsides de l'Etat, on veut travailler ! Nos stocks sont prêts, on a tout rentré avant le confinement. On va déposer le bilan si on ne nous laisse pas travailler. C'est un ravage économique qui nous attend si Jean Castex ne change pas d'avis" a commencé par plaider la Bayonnaise Cathy Gueguen.

Lui succédant, Serge Istèque, chef de file des commerçants biarrots ajoutait: "Nous sommes mécontents parce que ce deuxième confinement est sauvage, très violent. Il faut absolument que d'ici Noël, nous puissions rouvrir". "Il y a huit mois, le premier confinement a duré 55 jours. On a dit au gouvernement qu'il fallait absolument inscrire dans nos dossiers d'assurance la catastrophe sanitaire au même titre que la catastrophe naturelle. Rien n'a été fait. Huit mois se sont écoulés, ce dossier n'a pas bougé. Il n'est pas question pour nous d'endetter davantage l'Etat, de lui demander des subventions."

"À l'intérieur, il va y avoir une casse sociale, économique d'ici janvier"

"Nous parlons du deuxième confinement, il y en aura peut-être un troisième, voire un quatrième. Qu'allons nous devenir? interroge Péio Guélot, chef d'entreprise. Moi qui représente la petite force économique du Pays basque intérieur, je puis vous dire qu'à l'intérieur des terres, c'est encore pire ce qu'il se passe. Il va y avoir une casse sociale, une casse économique si aucune mesure n'est prise rapidement et structurellement, si rien ne se passe d'ici le mois de janvier. Nous allons avoir des dégâts collatéraux impressionnants. Le Pays basque intérieur a besoin de vivre, or en ce moment il survit mais risque de tomber très rapidement. Nous avons besoin de vous."

Succédant aux commerçants, Gerges Strullu, vice président de la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises du Pays basque, (CGPME) apportait son soutien: "Nous vous soutenons dans votre combat, y compris au National. Il y a plusieurs choses qui nous préoccupent: d'abord le report de charges. Nous en réclamons l'annulation parce qu'aujourd'hui nous sommes en train de creuser les dettes de commerçants et demain, comme toute dette, il faudra les payer. Il est important que l'Etat entende cela. On parle aussi de décongestion. Mais cela, c'est pour demain, quel est l'intérêt? Nous, on meurt aujourd'hui. Aujourd'hui il faut faire en sorte de rouvrir les commerces. Les commerçants ont respecté toutes les recommandations de l'Etat en matière de mesures sanitaires. Dans notre démarche nous ne sommes contre personne, pas plus que contre la grande distribution, mais oui, nous sommes contre la vente en ligne."

À 15h30, Hervé Jonathan, le sous-préfet a reçu une délégation composée des trois intervenants qui se sont exprimés: Cathy Gueguen, présidente de l'Union commerciale de Bayonne, Serge Istègue, président de l'Office de commerce de Biarritz, Péio Guélot, chef d'entreprise dans le Pays Basque intérieur et Georges Strullu, président de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME 64).

"Il ne faut pas monter les commerçants les uns contre les autres"

André Garetta, le président de la Chambre de commerce et d'industrie de Bayonne Pays basque, comme il l'avait annoncé, s'est associé à cette mobilisation précisant qu'avec son homologue de la CCI de Pau ainsi qu'avec le représentant de l'association des maires des Pyrénées-Atlantiques, il avait cosigné un courrier à l'attention du Premier ministre, "demandant à rétablir l'ensemble des ouvertures de nos petits commerces, parce qu'il est essentiel que nos commerces non essentiels retrouvent le chiffre d'affaires."

Parmi la foule aussi, Xavier de Paredes, conseiller municipal d'Anglet chargé de l'économie, par ailleurs directeur d'un Intersports luzien, ville d'où est partie cette mobilisation. Représentant officiellement le maire, Claude Olive, il était satisfait du ton de cette manifestation pour exprimer l'angoisse: "Non, il ne faut pas monter les commerçants les uns contre les autres. Grande distribution et eux-mêmes cohabitent souvent. Notre combat se situe par rapport aux Gafam qui bénéficient, eux, de toutes les opportunités possibles et imaginables, réalisant depuis le premier confinement des résultats irrespectueux. C'est cela que le gouvernement devrait avant tout maîtriser."

Dans cette foule, à laquelle s'étaient associés quelques restaurateurs, a aussi émergé cette réflexion lancée par un curieux venu – en ayant pris soin d'emplir sa dérogation pour sortie d'une heure – en soutien de cette démarche. "Des gens qui manifestent pour bosser? Moi je signe pour les soutenir évidemment!"



Félix Dufour

Crédit Photo : Félix Dufour
Publié sur aqui.fr le 05/11/2020
[Url de cet article](#)